

Quatre hypothèses sur la situation économique

blog.mondediplo.net/quatre-hypotheses-sur-la-situation-economique

28 avril
2020



Quatre hypothèses sur la situation économique

Frédéric Lordon, *Le Monde diplomatique*, mai 2020

Hypothèse 1 : Ce qui vient est énorme

En matière d'économie, la seule hypothèse raisonnable d'où partir, c'est que ce qui s'annonce est énorme, titanesque et dévastateur. Alain Minc qui, début 2008, annonçait, pourtant après le premier coup de bélier de la crise des subprimes, que le système financier absorberait parfaitement ce choc finalement bénin et tout à fait dans ses cordes, prédit aujourd'hui que la crise sera relativement aisée à contenir et que «*le système capitaliste ne va pas disparaître puisqu'il n'y a pas d'alternative*». Il a raison d'accrocher l'une à l'autre les deux propositions car, en effet, elles sont assez solidaires. Et finalement, en tout cas mises dans la bouche de Minc, porteuses d'espoir : car, providence logique, la boussole qui indique le Sud nous donne le Nord du même coup.

..



À l'évidence Mickey n'a pas idée de ce qui lui vient dessus. Il suffit pourtant d'avoir vu cette photo d'une interminable file d'attente pour une distribution de colis alimentaire le long d'une route à Clichy-sous-Bois pour avoir l'intuition que des seuils se rapprochent. Si le collapsus économique n'arrive que graduellement, comme de juste il frappe en premier les populations déjà les plus précaires. Les beaux quartiers feraient mieux de ne pas s'en indifférer comme d'habitude : ce pourrait n'être que des prémices. S'il est encore à distance, le reste va venir et pourrait bien les concerner. Macron voulait la disruption, il va l'avoir — mais pas exactement celle qu'il croyait. Pour que les cinglés du gouvernement aient envisagé d'envoyer les profs à la récolte des fraises, c'est que jusque dans leurs têtes, le spectre de lignes de production bien disruptées, dans le secteur de l'alimentation par exemple, a semé un léger trouble.

C'est qu'en cette matière, les *files d'attente* sont une chose, et les *émeutes* en sont une autre. On ne sait pas encore très bien si les inquiétudes qui commencent à planer sur l'approvisionnement ont surtout à voir avec des tensions objectives du côté de l'offre ou des pertes de revenus (non éligibilité au chômage partiel, revenus d'économie informelle mis à mal par le confinement). Mais on peut difficilement exclure que la chaîne agroalimentaire ne vienne à souffrir elle aussi, soit que les effectifs finissent entamés par la contamination, soit que se trouvent désorganisées les chaînes de main d'œuvre semi-esclavagisée qui peuplent sa coulisse, constituées de saisonniers est-européens ou nord-africains désormais interdits de déplacements, et que la production en soit atteinte (ce n'était pas encore le cas début avril dans le point de conjoncture de l'Insee). Un pouvoir devrait en tout cas savoir que les gens sont prêts à beaucoup de choses pour nourrir leurs gosses, et que le surgissement de la faim altère considérablement les données politiques générales.

Il n'est même pas besoin d'en arriver à ce genre d'évocations extrêmes pour mesurer convenablement l'effroyable dévastation qui est en route. Certains secteurs de l'économie sont mieux placés que les autres pour se la figurer : hôtellerie-restauration et spectacles vivants, par exemple, s'apprêtent déjà à ramasser comme jamais, parfois jusqu'à en être complètement atomisés. La mortalité générale d'entreprises, les petites en tête évidemment, s'annonce effroyable, les baisses de revenu terribles. Les dispositifs de chômage partiel ne sont grotesquement pas à la hauteur de la masse de détresses financières qui est en train de se former — à commencer hors-salariat.

Que, dans les têtes, l'angoisse économique rivalise depuis un moment avec l'angoisse sanitaire, c'est une évidence. De nombreuses personnes n'auront bientôt plus le choix qu'entre sombrer dans la misère ou bien en venir à des impayés systématiques qui, par effet de report entre agents, iront se propager n'importe où dans l'économie. Il n'y a pas trente-six manières, dans l'urgence, de maintenir les gens dans leur situation matérielle quand leurs revenus s'effondrent d'un coup, il n'y en a même qu'une : que la puissance publique vienne se substituer à eux pour assurer la continuité de leurs paiements essentiels.

Dans la foulée, on procéderait de même avec la fourniture des biens indispensables, énergie, eaux et télécommunications

Ainsi d'une caisse publique de compensation des loyers qui, soit abonderait les comptes des locataires éligibles, soit fonctionnerait comme guichet à l'usage des propriétaires, formule peut-être préférable qui permettrait de discriminer parmi ceux-ci et de mettre les plus gros, notamment les institutionnels, sous condition, eux aussi, d'éligibilité, ou de plafond de compensation (la puissance publique est bonne fille mais, quand ce sont de gros bailleurs privés qui ne se privent pas pour verser d'épais dividendes, c'est qu'ils ont de la marge pour absorber des pertes, à hauteur de quoi la caisse de compensation ne compensera rien).



Dans la foulée, on procéderait de même avec la fourniture des biens indispensables, énergie, eaux et télécommunications, dont les abonnés, sous condition de ressource bien sûr, seraient juridiquement libérés de leurs paiements, les fournisseurs demeurant astreints à leur prestation, mais pouvant, là encore, trouver la compensation auprès d'une caisse ad hoc, étant de nouveau entendu que cette compensation ne prendrait effet que dans des conditions semblables à celle des loyers : à savoir, après absorption par les bénéficiaires d'un manque à gagner égal par exemple au montant du dernier dividende payé.

Mais la situation des gens, ça n'a jamais beaucoup intéressé ce gouvernement. Lui a l'argent magique sélectif. S'il sort les milliards, c'est pour «sauver les entreprises» — il faut voir lesquelles et avec quelles contreparties... Pas de chance : ici la hargne sociale connaîtra la punition économique. En bonne logique keynésienne, le choc de revenu se convertit aussitôt en contractions aiguës des dépenses des ménages, resserrées sur le

strictement indispensable à l'exclusion de tout le reste, donc, par totalisation au niveau macroéconomique, en un effondrement cumulatif de la demande qui précipite l'économie entière aux tréfonds — et les recettes fiscales avec. Ce qui laisse le choix entre le surplus d'endettement des transferts de charge opérés par les caisses de compensation et le surplus d'endettement entraîné par l'erreur de politique économique. À ceci près que l'un sauve les gens et l'autre les laisse crever. Le pire étant qu'aucun ne poserait de problème insoluble pourvu qu'ils soient directement financés par des concours de la banque centrale au Trésor, pour finir en dettes monétisées-annulées. Il est vrai que nous sommes sous euro... donc ils en poseront.

Hypothèse 2 : Anticapitaliste n'est plus une option

Mais il ne faut pas se raconter d'histoire : ces béquilles, même si elles voyaient le jour, ne nous sauveraient pas d'un choc terrible. Au reste, elles ne sont que bricolage interne à la grammaire fondamentale du capitalisme et, finalement, le moyen gentiment hétérodoxe de la reconduire sans y toucher. Or, précisément, la deuxième hypothèse suggère qu'on ne viendra pas à bout de ce dont il est en fait question en demeurant dans la logique des rustines.

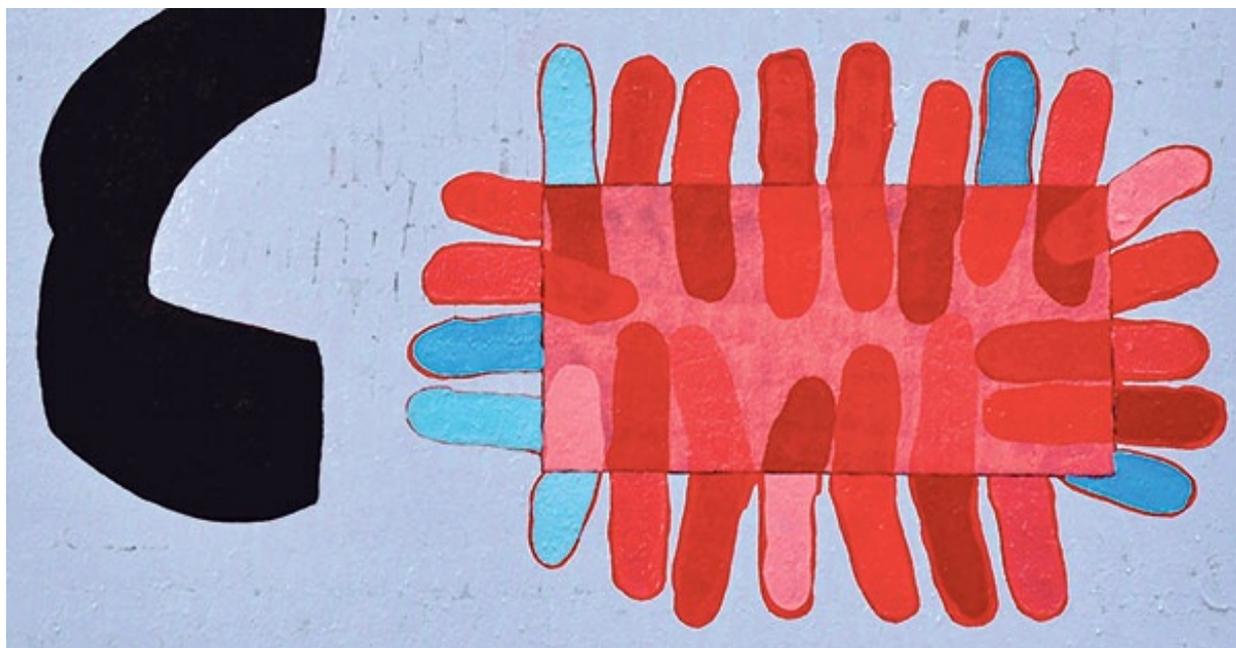
┆ Argument : «s'il n'y avait pas le virus, *tout irait bien*. D'ailleurs, *tout allait bien*»

Installer cette deuxième hypothèse demande cependant de rompre avec l'énorme implicite du commentaire ordinaire pour qui, finalement, il n'y a pas à *proprement parler* de «crise économique», de crise *de l'économie* : il n'y a que les *conséquences économiques* de la «vraie» crise, première et causale : la crise épidémique. Argument : «s'il n'y avait pas le virus, *tout irait bien*. D'ailleurs, *tout allait bien*». En fait non, tout n'allait pas bien. Tout allait même très mal. Les travaux d'une infectiologie «écologiste», eux, le savent. Ils ne font pas de l'épidémie présente un fait originaire. Ils vont en chercher la cause, non dans la faute à pas de chance, mais dans le saccage capitaliste de la nature, le chamboulement des partages d'habitats entre humains et animaux qui s'en est suivi, et le champ libre ouvert à toutes les zoonoses (1). Seul le détour inhabituel par le virus empêche de voir que nous avons affaire à une crise *interne* au capitalisme — donc au sens propre du terme : à une crise *du* capitalisme.

La lutte contre l'écocide capitaliste avait contre elle de rester relativement abstraite : certes nous commençons à tenir à peu près l'idée que nous allons finir grillés/asphyxiés/submergés, mais nous avons encore la ressource de penser que ça n'était pas non plus *pour tout de suite*. L'accrochage saccage/épidémie, tel qu'il est en train de se préciser, change sensiblement la donne : «ça» pourrait venir plus vite que prévu. En fait, même, «c'est déjà là : Covid. À l'évidence nous n'en sommes pas débarrassés pour tout de suite, les réassurances de l'immunité acquise semblent fragiles, on prédit au virus des retours avec mutation. Et surtout, on voit que la poursuite du ravage pourra nous en faire venir d'autres et des plus moches — *«si nous ne changeons*

pas nos modes de vie, nous subirons des monstres autrement plus violents que ce coronavirus», avertit Jean-François Guégan. Qui, précisément, travaille sur les relations santé/environnement.

"



À mesure que les connexions apparaissent (enfin) et que le Covid fait figure de répétition générale, nous savons un peu mieux à quoi nous en tenir. On est toujours aussi étonné de voir un journal comme *Le Monde* publier des propos d'une clarté aussi percutante sans jamais qu'on sente la moindre modification subséquente de sa ligne éditoriale — on n'ose pas dire de sa pensée. Car un esprit minimalement doué de logique entendrait d'abord «capitalisme» dans «nos modes de vie», puis, lisant qu'il y aura à choisir entre «les changer», donc «en sortir», ou bien nous préparer à «des monstres autrement plus violents», conclurait normalement que l'alternative offre soit de devenir anticapitaliste par raison, soit de demeurer entièrement con — et prématurément tout à fait mort.

Le temps approche ou anticapitaliste ne sera plus une option. La nature est en train de nous offrir une occasion à «moindres» frais de nous en rendre compte. Nous aurions grand intérêt à la saisir. Et pourtant...

Hypothèse 3 : Pas eux

Et pourtant, il y a la troisième hypothèse, sans doute la plus robuste de toutes, qui est qu'aux mains d'une clique pareille, la probabilité d'être à la hauteur de la situation, même sous la forme minimale d'un virage-CNR autre que Potemkine, est rigoureusement nulle. Sous couleur de «démondialisation», on ré-internalisera les quelques productions essentielles destinées à nous épargner à l'avenir les humiliations présentes, et à rendre autonome un régime de production continue sous épidémie chronique. Et ce sera bien tout. Quand Le Maire en appelle à «*un capitalisme plus respectueux des personnes, plus*

soucieux de lutter contre les inégalités, plus respectueux de l'environnement», comme il inviterait sans doute un tigre croisé dans la jungle à se mettre à la salade, et les entreprises du CAC 40 qui touchent le chômage partiel à la modération en matière de dividendes; quand Darmanin organise des téléthons pour l'hôpital sans qu'il ne lui vienne un instant que le rétablissement immédiat de l'ISF, la suppression de la flat tax et du CICE ne sont plus seulement des évidences financières mais des évidences morales; quand Pénicaud casse l'inspection du travail, dernière barrière contre le salariat à mort s'il le faut, nous connaissons exactement nos chances en matière de jours heureux.



Lire aussi Martine Bulard, « Vive la crise! (saison 2) », *Le Monde diplomatique*, avril 2020. " À plus forte raison si l'on compte avec le chaos psychique de l'enfant, et sa propension à vivre dans la fantasmagorie de son verbe sans égard pour la réalité. «Que le CNR soit! Et le CNR fut» : il est à craindre que les rapports des mots et des choses s'agencent de cette manière dans le Disneyland qui lui tient lieu de vie intérieure. Le souverain profère, ou prophétise, bref fait du bruit avec la bouche, et la réalité est. Par exemple : «*Nous devons savoir aider nos voisins d'Afrique en annulant massivement leur dette*». Macron la montagne. Deux jours plus tard, G20 des ministres des finances, la souris : moratoire sur les seuls intérêts. Mais peu importe. Dans un psychisme ainsi «organisé», le réel ne peut atteindre les mots pour cette raison que les mots sont le réel. «CNR» a été dit, donc, quoi qu'il s'en suive, «CNR» aura été fait. C'est dire ce qui nous attend. Mais la duplicité, accompagnée au sommet par les solutions psychiques de l'escapisme verbal, est comme la marque de fabrique de ce gouvernement. Récemment interrogé quant aux suites à donner à la crise présente, Macron répond qu'elle «n'enlève rien de ce qu'on a fait avant» et qu'«on rebâtera sur cette base-là». «Nous allons prendre un grand tournant mais sur cette base de la ligne droite». La politique comme géométrie non-euclidienne, même Gilles Le Gendre, toujours inquiet de se montrer trop intelligent et trop subtil, pourrait avoir du mal.

On nous annonce un discours fondateur pour le 14 juillet. Un grand moment clinique en perspective.

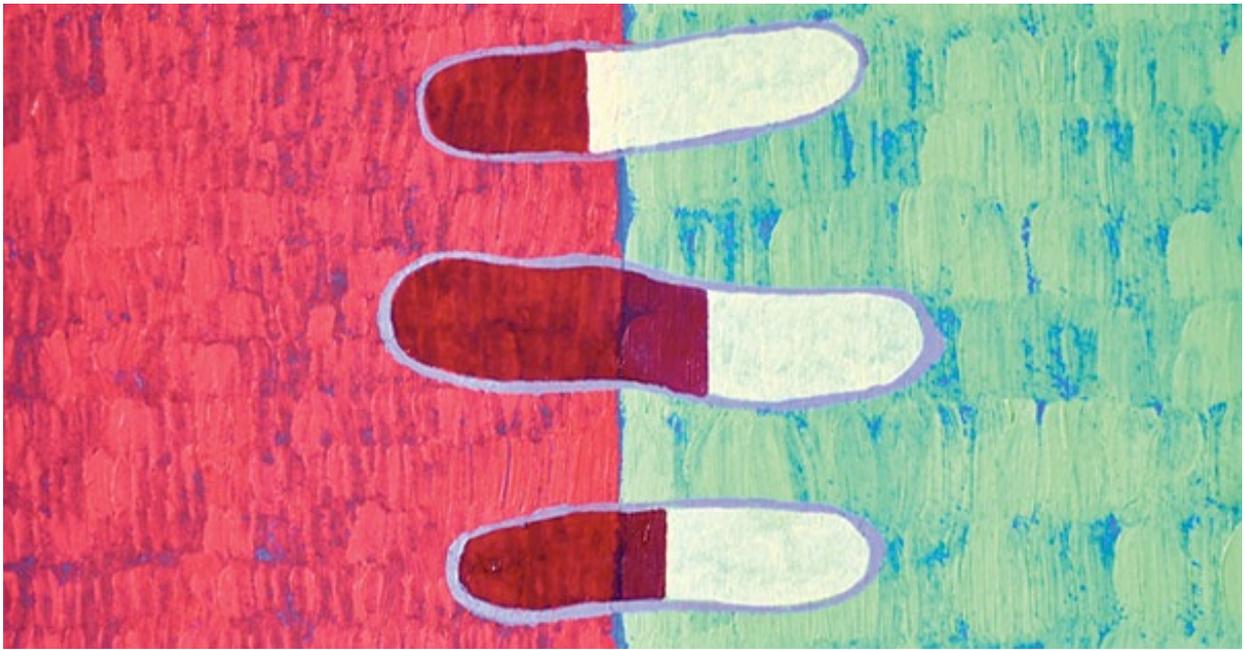
Hypothèse 4 : Le choc et l'enjeu : une opportunité (en faire quelque chose)

Même le simulacre du dixième de ce qu'il y aurait à envisager n'est pas à leur portée. Cependant les signes s'accumulent qui indiquent la différence qualitative de la situation en train de se former avec ce qu'on a jusqu'à présent appelé «crises». Et l'intuition suggère que, cette fois-ci, on va jouer avec les limites. Un indice de la gravité du moment nous est sans doute livré en creux par le concours d'ignominie que se livrent les fanatiques du marche-ou-crève salarial, comme Éric Le Boucher ou Jean Quatremer, dont les textes ou les tweets, en même temps qu'il suintent une haine sociale où la vie des subalternes compte pour rien, expriment une terreur à peine dissimulée : la terreur que leur chose adorée, le capitalisme néolibéral, ce meilleur des systèmes à l'exception d'aucun autre, ne vienne à s'effondrer.

La violence du choc, la profondeur de ce qu'il met en question, créent une opportunité. Mais une opportunité seulement. La puissance de renversement de l'événement ne fait pas tout toute seule, il s'en faut même de beaucoup. Au reste, il faut aller chercher loin dans l'histoire des événements semblables qui puissent soutenir la comparaison et dont nous puissions éventuellement nous instruire — en sachant d'ailleurs que l'histoire ne pratique pas la décalcomanie, que les suites pour nous seront différentes, et les conclusions à en tirer nécessairement originales. Sous ces réserves, ce sont, sans surprise, 1929 et 1923 qui viennent à l'esprit. 1929, la Grande Dépression, 1923 l'hyperinflation allemande — deux genres de beauté très différents donc. Mais qui ont pour point commun de dire le pouvoir de dislocation sociale du capitalisme en grande crise.

Il faut lire les travaux d'André Orléan (2) pour se faire une idée de la destruction à cœur que l'hyperinflation impose aux rapports marchands. Les coordonnées habituelles de l'échange et de la reproduction matérielle y sont complètement abolies, le tâtonnement des agents, pour tenter d'en reconstituer de nouvelles, forcené. Observées avec beaucoup de distance dans le temps, les formes que prend le chaos total, les efforts désespérés des agents pour s'y débattre, sont parfois d'un comique irrésistible (3). Ici, les amis du «retour à la normale» trouveront cependant un motif d'espoir : après tout l'épisode n'a-t-il pas été contenu dans l'année même et tout n'est-il pas «reparti comme avant»? C'est exact, et c'est le propre du fait monétaire que, consistant essentiellement en des rapports sociaux de confiance et de croyance, son organisation peut être restaurée aussi soudainement que son effondrement est survenu — à ce sujet, André Orléan parle à juste titre de «miracles monétaires». L'épisode de l'hyperinflation nous donne donc d'utiles images de ce que peut être un chaos économique, mais ne sera pas la référence la plus adéquate (ne pas le dire trop vite tout de même).

"



Lire aussi Cédric Durand & Razmig Keucheyan, « L'heure de la planification écologique », *Le Monde diplomatique*, mai 2020. "

Et la Grande Dépression? À l'évidence, nous sommes plus proche de cette configuration. Effondrement de production, chômage au zénith — le taux de chômage montera jusqu'à 36% aux États-Unis en 1932. Les images, nous les connaissons : la littérature et le cinéma se sont chargés de nous les mettre sous les yeux. Elles n'étaient pas belles à voir, et après? Le capitalisme n'a-t-il pas redémarré «comme il redémarre toujours»? C'est vrai : il avait redémarré. Mais le capitalisme n'est pas une chose autonome suspendue en l'air : il est dans une société, et même s'il la façonne profondément à son usage et à sa continuité, il ne se maintient que si celle-ci le laisse se maintenir. Or les sociétés bougent, leur sensibilité se déplacent. Des images tolérables jadis ne le sont plus aujourd'hui. Au début du XXe siècle on envoyait les hommes à la boucherie par millions. Ce serait moins évident aujourd'hui... Les années 30 ont peut-être réussi à «faire» avec la famine, les gosses en haillons et des morts de faim sur les bas-côtés, on n'en tirera pas la conclusion que la société d'aujourd'hui est partante pour rééditer l'exploit.

Alors c'est exact, à 25% de taux de chômage en 2015, la société grecque n'a pas moufté non plus — manière de parler : les protestations n'avaient pas manqué. Était-ce parce que beaucoup estimaient que ce gouvernement «de gauche» ne pouvait pas être totalement mauvais, en tout cas qu'il était meilleur que les autres possibles? Était-ce parce que «moufter» aurait voulu dire — au moins — sortir de l'euro et que l'idée était encore trop vertigineuse? Mais précisément : la société grecque se retapera-t-elle, tel quel, un taux de chômage à 25%? Car la deuxième fois n'est pas juste une deuxième première fois — surtout quand elles se suivent à si peu d'intervalle. À un moment tout de même, il y a les effets de cumul — et «la fois de trop».

Où en est la société française à cet égard, elle qui sort à peine des «gilets jaunes» et d'un mouvement social d'une longueur sans précédent — et ne donne donc pas d'indication d'une grosse réserve de sérénité pour encaisser un choc social supplémentaire? Où se

trouvent ses seuils à elle, ses limites de plasticité? Qu'elles sont les tensions maximales qu'elle peut reprendre sans partir en morceaux? — et quelles seront les tensions effectives qui vont lui être appliquées bientôt?

En réalité la question de savoir si, après, «tout sera différent» ou bien «pareil» n'a jamais eu beaucoup de sens. «Tout» sera ce que nous en ferons et rien d'autre. Évidemment, pour «en faire» quelque chose, il s'agit d'avoir l'idée de quoi — et puis après de monter les forces pour. Au moins dans la situation présente nous savons qu'il n'y a jamais eu autant sens à l'idée d'ajouter la puissance de renversement de la politique à l'impulsion renversante des choses.

À suivre.

□
(1) Lire aussi Sonia Shah, «Contre les pandémies, l'écologie», *Le Monde diplomatique*, mars 2020.

(2) André Orléan, «Crise de souveraineté et crise monétaire : l'hyperinflation allemande des années 20», in Bruno Théret (dir.), *La monnaie révélée par ses crises*, vol II, Editions de l'EHESS, 2008.

(3) André Orléan évoque ainsi le cas de cet individu qui possède en banque, croit-il, une raisonnable fortune de quelques dizaines de milliers de marks, mais s'inquiète et demande à les retirer. La banque lui répond que le coût de traitement de cette opération est supérieur au montant de son dépôt, que d'ailleurs elle ne possède plus de coupures assez petites pour le lui restituer à son montant exact, mais qu'elle le lui rendra néanmoins quoique arrondi... à 1 million de marks.